

Amérique latine, 1959-2026 : l'inversion d'un cycle historique

Janette Habel

La stratégie nord-américaine est très efficace mais peu inventive. Il suffit d'ajouter Cuba au Venezuela pour l'anticiper. Le blocus énergétique de l'île a commencé depuis le mois de décembre 2025 lorsque le gouvernement américain a fait barrage aux exportations de pétrole vénézuélien, en violation du droit international. Donald Trump est satisfait : « Cuba est prêt de s'effondrer... Cuba n'a plus de pétrole, tous leurs revenus proviennent du Venezuela ». Les pétroliers qui livraient une partie du pétrole à Cuba en poursuivant souvent leur route vers la Chine, premier acheteur de pétrole vénézuélien et l'un des principaux investisseurs¹, ont été arraisonnés et détournés vers le Texas. Plus aucun ne peut accéder à Cuba. Or l'énergie est au cœur de la crise économique qui sévit dans l'île. Les transports, la production d'électricité, les communications, l'agriculture, les services publics essentiels, en premier lieu la santé, tous ces secteurs en dépendent au premier chef. Cuba recevait du pétrole vénézuélien à des conditions commerciales très favorables depuis l'élection d'Hugo Chavez. Pour le sénateur américain Lindsey Graham « Les jours de Cuba sont comptés, jusqu'à 2026 ». Il suffit d'un peu de patience en attendant que l'effondrement économique provoque des révoltes populaires puis un changement de régime et la chute du castrisme. Une obsession pour le secrétaire d'État Marco Rubio, fils d'émigrés cubains, affilié depuis longtemps à l'extrême droite de l'immigration à Miami. Un objectif préparé avec acharnement depuis des années. À la différence du Venezuela, Trump n'est pas pressé. À Cuba, les enjeux sont d'abord géopolitiques. Il faut faire un exemple, asphyxier le pays pour enterrer la révolution cubaine. Nous y sommes.

Désormais, la loi du plus fort et la spoliation des ressources du plus faible règnent sans partage dans le golfe du Mexique rebaptisé Golfe de l'Amérique par Donald Trump. Il ne s'agit ni de la « liberté » du peuple vénézuélien, ni de la lutte contre le trafic de drogue, mais du contrôle des ressources – le pétrole vénézuélien – et tout autant d'enrayer l'influence croissante de la Chine sur le continent. Les paroles de Marco Rubio ont été précises et brutales. « *Nous n'avons pas besoin du pétrole vénézuélien, nous avons plein de pétrole aux États-Unis* », a-t-il indiqué. « Ce que nous ne voulons pas accepter, c'est que l'industrie du pétrole soit contrôlée par les adversaires des États-Unis ».

Le parallèle est souvent fait entre la séquestration de Maduro, le président vénézuélien, et l'arrestation du général panaméen Manuel Noriega par les États-Unis en 1989. Inculpé pour trafic de cocaïne et blanchiment d'argent, il avait collaboré activement pendant plus de 20 ans avec la CIA². Le kidnapping de Maduro et la confiscation du pétrole vénézuélien ont une tout autre portée. « *Si l'on retient le chiffre de 300 milliards de barils, le Venezuela contrôlerait les plus grosses réserves prouvées d'or noir dans le monde devant l'Arabie saoudite. Contrôler le pétrole vénézuélien, c'est accroître le pouvoir des États-Unis sur le marché pétrolier mondial et sur les prix du pétrole, notamment dans une perspective de moyen et de long terme* » observe Francis Perrin³. Le rapport de 33 pages sur la Stratégie 2025 de sécurité nationale des États-Unis publié en décembre redéfinit les priorités stratégiques. Accusé d'avoir violé la Constitution en n'ayant pas informé le Congrès américain de

¹ Via le groupe China National Petroleum Corporation (CNPC), Akram Belkaid, « 2026 année de la grande guerre ? » *Le Monde diplomatique*, février 2026.

² G. Couffignal, « De Gibraltar à Panama », *Hérodote*, n° 57, 2^e trimestre 1990.

³ Francis Perrin, *Lettre de l'IRIS*, 12 janvier 2026.

l'intervention militaire au Venezuela, Rubio a nié. « Il n'y a pas de guerre au Venezuela, nous n'occupons pas le pays. Il n'y a pas de troupes au sol. Cette opération a pour but d'appliquer la loi ».

Certains dirigeants latino-américains ont condamné le coup de force trumpiste du 3 janvier 2026. D'autres ont justifié leur approbation par les accusations de narcotrafic portées contre Maduro. Le premier magistrat argentin, Javier Milei, l'homme à la tronçonneuse, le milliardaire équatorien de la banane Daniel Noboa, le pinochettiste chilien, fils de nazi, élu président José Antonio Kast, le bolivien Rodrigo Paz Pereira, promoteur d'un « capitalisme pour tous », le salvadorien Nayib Bukele promoteur des Cecot (centre de confinement du terrorisme, la plus grande prison du monde où sont entassés 100 000 prisonniers), ont approuvé l'intervention et se sont même réjouis du sort réservé à leur « pair » vénézuélien. En revanche le brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, le président sortant du Chili Gabriel Boric, le Colombien Gustavo Petro également sortant, la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum, l'Uruguayen Yamandu Orsi, et un Européen, l'espagnol Pedro Sanchez, ont le 4 janvier, manifesté, leur « préoccupation » en ces termes : *« Devant la gravité des faits survenus au Venezuela, nous exprimons notre refus des actions militaires unilatérales sur son territoire, elles vont à l'encontre des principes fondamentaux du droit international, [...] l'interdiction de l'usage [...] de la force, le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États, consacrés dans la Charte des Nations unies. [...] Nous réaffirmons que l'Amérique latine et la Caraïbe ont un caractère de zone de paix, construite sur le respect mutuel, la solution pacifique des conflits, [...] la non-intervention. [...] Nous appelons à l'unité régionale au-delà des différences politiques ».*

La présidente mexicaine Claudia Sheinbaum s'est distinguée par sa fermeté face aux pressions trumpistes. Elle a d'abord refusé de fournir des informations sur les

livraisons de pétrole mexicain à La Havane. Interrogée sur les intentions du gouvernement mexicain, elle n'a pas répondu, se contentant de souligner que ces envois de pétrole étaient anciens, justifiés pour des raisons humanitaires compte tenu des souffrances endurées par le peuple cubain⁴. Elle a rappelé que l'embargo et les sanctions imposés depuis six décennies à Cuba étaient condamnés par une écrasante majorité de pays à l'ONU et que son pays, qui avait toujours maintenu des relations diplomatiques avec La Havane, disposait de quantités de pétrole suffisantes. Une affirmation contestée par les partis de droite insistant sur la baisse de la production pétrolière de PEMEX (Petróleos Mexicanos) qui pourrait fragiliser la position de la présidente mexicaine alors que le Mexique renégocie les accords de libre-échange avec l'administration américaine et le Canada. La riposte n'a pas tardé, D. Trump a de nouveau menacé d'augmenter les droits de douane sur les exportations mexicaines en cas de livraisons de pétrole à Cuba. Une menace adressée également à la Colombie dont la crédibilité est garantie par la présence de l'US Navy dans le Golfe du Mexique.

L'influence croissante de la Chine

Alors que les éditorialistes soulignaient le basculement de la politique étrangère des États-Unis vers l'Asie et la négligence dont l'administration américaine avait fait preuve envers l'Amérique latine depuis le début du siècle, la stratégie de la Maison-Blanche a changé. En cause la montée en puissance spectaculaire de la Chine, premier partenaire commercial de l'Amérique du sud et deuxième des Caraïbes. Le méga-port de Chancay au Pérou qui ouvre sur l'océan Pacifique illustre l'importance des investissements chinois dans des infrastructures stratégiques en Amérique du Sud, dans le cadre des nouvelles routes de la

⁴ Joe Parkin Daniels reports, « [Cuba's health woes deepen](#) », TheLancet.com Vol 407, February 21 2026 : « Cut off from Venezuelan oil, Cuba is facing increasing pressure including on its ailing health system ».

soie. Il a été inauguré par le président Xi Jinping en personne en 2024. Dans ce contexte de conflictualité croissante, le sous-continent et les Caraïbes occupent de nouveau une place centrale dans la politique étrangère américaine. Trump a déployé environ 10 % de la flotte de l'US Navy depuis le mois de septembre⁵ dans le Golfe du Mexique. La *Stratégie nationale de sécurité*⁶ publiée en novembre 2025 insiste sur la priorité donnée à « l'hémisphère occidental ». Les conséquences du démantèlement de l'appareil d'État irakien, le chaos qui a suivi, ont servi de leçon. « *Mieux vaut forcer les régimes en place à se conformer aux desiderata de Washington plutôt que chercher à les renverser* ». Une stratégie de « vassalisation »⁷ des régimes en place appliquée avec succès au Venezuela.

Le déclin économique et commercial nord-américain est amorcé depuis plusieurs années. « *Trump ou pas Trump, les États-Unis sont parvenus au moment où un empire n'a plus les ressources nécessaires pour maintenir sa surface* » constate l'économiste François Lenglet. Washington cherche à compenser le déclin de sa puissance économique et commerciale grâce à sa puissance militaire.

La Chine a connu depuis le début du siècle un essor exceptionnel sur le continent mais elle a des problèmes d'approvisionnements énergétiques qui nécessitent de garantir la sécurité des transports et des échanges commerciaux entre l'Amérique latine et l'Asie. Pékin a voulu maîtriser le passage maritime de l'océan Atlantique vers le Pacifique assuré par le canal interocéanique de Panama grâce à un groupe de Hongkong, le Hutchinson Ports, ce dernier ayant obtenu une licence lui permettant de surveiller les entrées et les sorties du canal, intolérable pour

Washington. Arguant de failles juridiques dans la licence accordée, et sous pression de la Maison-Blanche, la Cour Suprême de Panama a été saisie⁸. Le 29 janvier, la haute cour panaméenne a jugé que les contrats d'exploitation des deux ports situés aux extrémités du canal étaient illégaux. La Cour suprême les a annulés. La décision est une victoire pour Donald Trump qui n'avait pas exclu la force pour récupérer le canal, pourtant restitué au Panama en 1999. Le président panaméen José Raul Mulino avait déjà retiré le Panama du programme chinois de construction d'infrastructures des nouvelles routes de la soie. Pékin a répondu qu'il prendrait « *les mesures nécessaires pour défendre vigoureusement les droits et intérêts légitimes et légaux des entreprises chinoises* »⁹ en évoquant une « task force » latino-américaine. Ce conflit géopolitique illustre la violence potentielle de la rivalité entre les deux grandes puissances.

Les États-Unis comptent sur leur puissance militaire, grâce aux bases dont ils disposent sur le continent et à l'essor des gouvernements de droite. Mais le rejet que provoquent Trump, la répression et les expulsions massives d'immigrés affaiblissent leur attrait, déjà amoindri par la crise que traverse la société nord-américaine, menacée par les divisions sociales et ethniques.

Un continent divisé

Le continent est fragilisé non seulement par sa situation géopolitique, « si loin de Dieu, si près des États-Unis »¹⁰, mais également par une instabilité politique récurrente, produit de sociétés très inégalitaires. Et l'administration américaine joue avec habileté des divisions entre gouvernements. En janvier 2026 à Davos, le président équatorien, le milliardaire Daniel Noboa, s'est engagé dans une guerre commerciale contre le gouvernement colombien de Gustavo Petro en augmentant

⁵ Daniel Depetris, « [Move on from Washington's outdated Cuba policy](#) », *Defense priorities*, 23 janvier 2026.

⁶ « [National security strategy of the United States of America](#) », November 2025.

⁷ Cf. Gilbert Achcar, « Changer le régime ou le vassaliser », *Le Monde diplomatique*, février 2026.

⁸ Santiago Pérez. *Wall Street Journal*. 13 January 2026.

⁹ *Le Monde*, 29/1/2026

¹⁰ Une citation célèbre du président mexicain Porfirio Diaz.

de 30 % les taxes douanières sur les importations, accusant Bogota de ne pas coopérer dans la lutte contre le trafic de drogue, alors qu'une commission binationale des deux pays est chargée de la coopération sécuritaire. Depuis Davos, Daniel Noboa est surnommé *Trumpito*. Le même sobriquet est attribué au nouveau président conservateur hondurien, Nasry Asfura, élu avec 27 000 voix d'écart contre son concurrent malgré des accusations de fraude. S'ingérant dans la campagne électorale, Donald Trump avait accusé les « narco-communistes » honduriens et le gouvernement progressiste de Xiomara Castro : « Si Nasry Asfura ne gagne pas, les États-Unis ne gaspilleront pas leur argent » avait-il déclaré avant l'élection présidentielle. Un avertissement pour la population de ce petit pays de 11 millions d'habitants qui bénéficient des transferts de fonds – *remesas* – des deux millions de résidents honduriens aux États-Unis, évalués à 25 % du PIB¹¹. En 2025, 250 000 Honduriens figuraient sur la liste des personnes pouvant être expulsées. La présidente sortante, Xiomara Castro, avait menacé de fermer les bases militaires américaines « *maintenues sans payer un centime pendant des décennies dans son pays* ». Le Honduras est le principal allié militaire de Washington en Amérique centrale.

Comment expliquer la faiblesse des réactions populaires en Amérique latine au coup de force trumpiste perpétué au Venezuela ? La guerre hybride, les sanctions économiques et financières et une offensive idéologique globale doivent démontrer que non seulement aucune alternative au capitalisme et à l'impérialisme n'est viable, mais qu'elle peut même être pire pour les populations. Même l'Union Européenne, autrement puissante que les pays périphériques, a ménagé le président américain en multipliant « *les courbettes, les obséquiosités et accepté un accord commercial léonin négocié par la présidente de la Commission Européenne, Ursula von*

der Leyen »¹². Pas de quoi encourager la résistance des Sud-américains. À quoi il faut ajouter l'anéantissement des espoirs qu'avait suscité la révolution cubaine et les échecs des gouvernements de gauche ayant succédé aux dictatures. Indigné, le sociologue portugais Boaventura de Sousa Santos critique l'absence de mobilisation des grands pays latino-américains contre l'intervention nord-américaine. « *Aujourd'hui c'est le Venezuela, demain ce sera leur tour. Quel que soit le jugement porté sur le gouvernement de Nicolas Maduro, c'est aux Vénézuéliens qu'il appartient d'en décider. Notre lâcheté retombera avec fracas sur nous tous* ».

Comment en est-on arrivé là ?

D'abord, historiciser, contextualiser (Frédéric Jameson). De Bandoeng à La Havane en passant par le Vietnam, les luttes de libération nationale ont marqué la deuxième moitié du XX^e siècle. Le rassemblement à La Havane de la plupart des représentants de ce qu'on appelait alors le Tiers monde lors de la conférence Tricontinentale en 1966 avait suscité d'immense espoirs. Des espoirs qui semblent aujourd'hui illusoire mais incarnés alors par la révolution cubaine et les appels de ses dirigeants à faire de la Cordillère des Andes une *Sierra Maestra* latino-américaine. On a oublié aujourd'hui le retentissement des messages internationalistes portés par Che Guevara et Fidel Castro pourtant émis à partir d'une île perdue au milieu de la Méditerranée américaine, défiant l'hyperpuissance de son grand voisin du nord. La victoire de la révolution cubaine, cette anomalie géopolitique, ne pouvait résister au grand voisin du nord qu'avec l'appui de ses alliés latino-américains. Cette conviction était au cœur des principaux dirigeants cubains, en premier lieu de Che Guevara qui y laissa sa vie. Un demi-siècle plus tard, Cuba est tragiquement seul. Et l'Amérique latine est absente.

La bifurcation politique advenue peu après l'accession de Mikhaïl Gorbatchev à la direction du Parti communiste de l'Union

¹¹ *Le Devoir*, 1^{er} janvier 2025.

¹² *Le Monde*, 20 janvier 2026.

soviétique (PCUS) en 1985 puis l'effondrement ultérieur de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide ont reconfiguré les rapports de forces dans le monde mais plus encore sur le continent latino-américain. Les défaites subies par les foyers de guérillas dans les années 1960, le coup d'État de Pinochet au Chili en 1973, semblaient être contrebalancés par la victoire des Sandinistes au Nicaragua en 1979. La défaite de la dictature de Somoza par la voie des armes était une alerte rouge pour Washington. Plus inattendu, la petite île de Grenade (100 000 habitants) avait eu la mauvaise idée de se doter d'un mouvement progressiste, le *New Jewel Movement*, et d'un Premier Ministre Maurice Bishop renversé en octobre 1983 par le débarquement « classique » des *marines* américains. Les troupes américaines avaient pris le contrôle de l'île en quelques heures.

Le renversement de la dictature de Somoza instaurant un deuxième Cuba était d'autant plus dangereux aux yeux de Washington qu'en Amérique centrale deux insurrections armées s'engageaient dans la même voie. Au Salvador, le FMLN, fort de l'importance des mobilisations populaires, préparait une offensive générale pour l'automne 1989. Le soutien matériel de Cuba lui était acquis. Mais lors du sommet de Malte en décembre 1989, le président américain George Bush demanda à Mikhaïl Gorbatchev de se désengager de l'Amérique centrale. Le dirigeant soviétique avait déjà informé La Havane, que l'aide économique, financière, énergétique fournie par l'URSS allait cesser.

Dix sept jours après le sommet de Malte, l'intervention militaire américaine au Panama allait clore cette séquence politique. Dénommée *Juste Cause*, engagée au nom de la défense de la démocratie et déjà de la lutte contre le trafic de drogue, elle allait conduire à l'arrestation du général Manuel Noriega. Des sanctions économiques très sévères avaient été imposées au Panama par les États-Unis, et Noriega avait annulé le résultat des élections remportées par un candidat de l'opposition. « *C'est alors qu'intervint la*

plus importante intervention armée depuis la fin de la guerre du Vietnam : 24 000 hommes appuyés par des chars, des hélicoptères et un bombardier envahirent et contrôlèrent le pays en 24 heures » écrira Georges Couffignal¹³. Plusieurs milliers de Panaméens furent tués. La crainte d'une extension des insurrections dans l'isthme centroaméricain au Salvador et au Guatemala avait précipité l'invasion. *Mare nostrum*. Washington aurait fait part de sa « compréhension » à Mikhaïl Gorbatchev au cas où Moscou interviendrait en Roumanie pour chasser Ceaucescu¹⁴.

Au nom d'une soi-disant « menace pour la sécurité de Washington », la stratégie américaine allait associer au Nicaragua des sanctions économiques et l'appui à des guérillas contre-révolutionnaires – les *contras* – au Nicaragua, et une assistance militaire considérable à l'extrême droite salvadorienne alors que le rapport des forces était en faveur du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN). L'insurrection salvadorienne sera écrasée. Au Nicaragua, la guerre d'usure menée au nom de la défense de la démocratie, l'appui américain au patronat et à la droite nicaraguayenne mettront à genoux le Front Sandiniste après des années de destructions. La population vit dans la misère et les pénuries. Le pays est exsangue. Les sanctions économiques et la guerre ont fait la preuve de leur efficacité. Les élections sont imposées au nom du respect de la démocratie. Confortée par les promesses de lendemains meilleurs au terme d'une campagne financée et orchestrée par l'opposition, celle-ci remportera les élections. Les Sandinistes reconnaîtront la victoire de Violeta Chamorro élue présidente du Nicaragua en 1990. Peut-être faut-il chercher dans ce contexte et dans l'amertume de la défaite les causes de la dégénérescence ultérieure de Daniel Ortega et de certains dirigeants du FSLN.

En 1992, des accords de paix mettant fin à la longue guerre civile salvadorienne sont

¹³ Georges Couffignal, « L'intervention de décembre 1989 à Panama », *Hérodote*, n° 57, 1990.

¹⁴ *Ibid.*

signés à Mexico, officiellement « sans vainqueurs ni vaincus ». Le FMLN, parti politique légal, participera aux élections. Salvador Sánchez Cerén, ancien dirigeant du [FMLN](#), sera élu président de la République le 1^{er} juin 2014 avec 50,11 % des voix. Douze ans après, il ne reste rien de l'insurrection salvadorienne.

La guerre s'est soldée par 75 000 morts, 8 000 disparus et 50 000 invalides des deux côtés. Au Guatemala, après 3 ans de conflit armé, 200 000 Guatémaltèques ont perdu la vie. Des générations entières ont disparu.

La paix promise n'a pas mis un terme à la violence sociale. Au durcissement des lois pour criminaliser les mouvements sociaux se sont ajoutées les persécutions politiques. La démocratisation et l'amélioration des conditions de vie de la population promises sont restées lettre morte. La délinquance, la violence, les exécutions extrajudiciaires, les activités des bandes, le crime organisé ont prospéré. Trois décennies plus tard, le Salvador est sous la coupe d'un dictateur trumpiste qui viole les droits humains les plus élémentaires.

1989, la crise cubaine

À La Havane, le 14 juin 1989, le général Arnaldo Ochoa, héros de la République de Cuba, était arrêté « pour corruption et malversations de biens économiques ». Il est accusé de « trafic de drogue, d'abus de pouvoir et de risques graves à caractère international » ainsi que d'autres officiers supérieurs des forces armées et du Ministère de l'Intérieur, Antonio de la Guardia, Amado Padron, Jorge Martinez.

Arnaldo Ochoa sera expulsé des FAR, exclu du Parti, de son Comité Central, de son poste de député, soumis à une cour martiale et condamné pour haute trahison par un Tribunal d'honneur militaire. Il sera exécuté le 13 juillet 1989 ainsi qu'Antonio de la Guardia, Amado Padron et Jorge Martinez. A. Ochoa reconnaîtra sa culpabilité lors d'un procès opaque dont les actes publiés laisseront de nombreuses questions sans

réponse¹⁵. L'implication de hauts fonctionnaires cubains dans des opérations de trafic de drogue, ayant établi des contacts directs avec le colombien Pablo Escobar depuis 1987, ne fait guère de doute. Des avions transportaient la cocaïne de Colombie jusqu'à Varadero, une plage cubaine, où elle était récupérée par des embarcations et convoyée jusqu'à Miami. Les accusés reconnaîtront leur responsabilité. Mais comment expliquer que de tels risques pour le pays aient été pris sans l'aval de Raoul Castro Ministre des Forces armées ? Comment expliquer que dans un pays dont l'espace aérien est étroitement surveillé, le survol illégal des eaux territoriales n'ait jamais été détecté ? Le général Ochoa aurait-il été destitué parce qu'adepte de la perestroïka et des réformes de Gorbatchev ? L'affaire Ochoa est un secret d'État. À ce choc politique pour la population allait bientôt s'ajouter un bouleversement économique et un immense ébranlement idéologique.

1990-1991. Après la chute du mur de Berlin, l'implosion de l'URSS annonçait la fin des « 30 glorieuses » cubaines, trois décennies qui, grâce au soutien économique, commercial, financier de Moscou, avaient permis la survie du pouvoir castriste malgré la violence des agressions incessantes des États-Unis. La rupture brutale des liens avec le COMECON (CAME en français) laissait une île au bord de l'effondrement. Cuba dépendait de l'aide soviétique pour son énergie (pétrole), pour ses marchés, pour ses crédits, pour ses engrais dans l'agriculture et certains de ses approvisionnements alimentaires, sans oublier l'aide militaire. La crise cubaine, surnommée la « période spéciale » par Fidel Castro ne faisait que commencer. Contrairement à d'autres pays de l'est, le gouvernement cubain ne s'engagea pas dans une libéralisation économique intégrale mais fit le choix d'un ajustement graduel et limité en introduisant des mécanismes de marché sélectifs tout en essayant de préserver tant bien que mal une

¹⁵ *Affaire N° 1/1989, Fin de la filière cubaine*, Editions José Martí, 1989, La Havane.

planification économique et le monopole du commerce extérieur. « *D'accord pour accepter des capitalistes* » plaisaient les Cubains, « *mais pas le capitalisme* ». Des choix étaient faits à reculons, tel le tourisme, l'industrie sans fumée, susceptible de rapporter des recettes en devises urgentes.

De 1989 à 1993, le PIB s'était effondré de 35 %. Pour Fidel Castro il s'agissait de réformes défensives et provisoires. Accepter le secteur privé, c'était faire une concession à l'ennemi. Le débat s'était alors engagé au sein du Parti communiste entre les partisans d'une libéralisation marchande analogue à celle engagée en Chine par Deng Xiaoping préservant le contrôle de l'État, l'hégémonie du Parti et la stabilité d'un régime autoritaire et d'autres dirigeants arguant qu'une telle stratégie dans les conditions géopolitiques cubaines ne pouvait que saper les conquêtes de la révolution et déboucher sur un capitalisme dépendant, à l'image des autres îles de la Caraïbe. Certains évoquant même le sort tragique d'Haïti, première République noire indépendante d'Amérique latine. Le débat s'était prolongé dans les coulisses pendant les années 1990, sans être tranché. Les arbitrages étant rendus par Fidel Castro jusqu'à sa maladie en 2006 avant son retrait du pouvoir en 2008.

La place de la diaspora jusqu'alors assimilée par Fidel Castro à la contre-révolution – des *gusanos* (vers de terre) nuisibles – commençait à être réévaluée, les envois des transferts de fonds (*remesas*) des familles de Floride aidant à surmonter la crise. À Cuba comme en Amérique latine, la structure familiale reste très protectrice quels que soient les désaccords entre ses membres, aujourd'hui encore les aidants familiaux contribuent à la survie de leurs aînés.

En dépit de la dégradation spectaculaire des acquis sociaux et des épreuves supportées par la population pendant les années 1990, la stabilité du régime ne fut pas menacée. Pénuries alimentaires, épidémies, coupures de courant causées par les diminutions drastiques de livraisons de pétrole avaient provoqué l'exil de nombreux Cubains. Une épidémie de névrite optique

due à la dénutrition en partie favorisée par la consommation d'alcool et de tabac avait semé un début de panique. En août 1994, pour la première fois, une manifestation de protestation de plusieurs centaines de personnes avait brisé les vitres de quelques magasins dans le centre de La Havane. L'arrivée soudaine de Fidel Castro s'avancant seul et désarmé devant les manifestants avait aussitôt interrompu la manifestation. On avait entendu des cris « Viva Fidel ». L'épisode a été raconté par l'écrivain espagnol Manuel Vasquez Montalban dans son livre *Y Dios entró en La Habana*.

Le « miracle » Chavez

En cette fin du XX^e siècle, alors que la gauche latino-américaine est déboussolée face à la disparition imprévue du mal nommé camp socialiste, « *la victoire de Chavez est tombée du ciel comme un miracle* » commente un chercheur. Elu en 1998 président de la République avec 56 % des voix, Hugo Chavez est un militaire rebelle nationaliste. Lieutenant-colonel de l'armée vénézuélienne, il échoue lors d'une tentative de coup d'État le 4 février 1992 contre le président Carlos Andrés Perez dont le parti *Action Démocratique* est affilié à l'Internationale socialiste. Une réponse à la répression ordonnée par Carlos Andrés Perez menée par l'Armée en février 1989 contre la rébellion populaire connue comme le *Caracazo* qui avait fait 3 000 morts.

À peine élu, Hugo Chavez propose l'élection d'une Assemblée constituante et la rédaction d'une nouvelle Constitution. Elle sera ratifiée massivement par référendum en décembre 1999 en dépit de l'opposition du patronat et des partis de droite. En juin 2000 Chavez est réélu avec 60 % des suffrages. La nouvelle Constitution institue un contrôle de l'État sur l'industrie pétrolière, elle interdit les ventes d'actions de PVDSA, la compagnie pétrolière d'État. La taxation de l'industrie pétrolière est modifiée, les redevances seront accrues de 16,67 % à 30 %. L'opposition de

Hugo Chavez aux politiques néo-libérales se confirme.

Chavez met à profit le boom pétrolier pour impulser d'importants programmes sociaux la santé, l'éducation, l'alimentation et pour d'autre part aider les petits États insulaires de la région. La coopération commence avec Cuba, une aide décisive pour l'île en difficulté depuis la rupture des échanges avec Moscou. Les livraisons de pétrole atteindront 110 000 barils par jour, à des prix très inférieurs au marché mondial grâce à des prêts dont la durée se révélera aléatoire. En échange, en guise de paiement, Cuba exporte des services médicaux, des enseignants, des techniciens mais aussi des militaires qui viennent prêter main forte à Hugo Chavez victime dès 2002 d'une tentative de coup d'État. Dans les quartiers misérables de Caracas, les médecins cubains sont présents là où leurs homologues vénézuéliens ne vont pas. En ces premières années, le système de santé publique importé de Cuba permet d'assurer des soins primaires communautaires, la prévention, le dépistage, la vaccination de la population tout en consolidant la base sociale du président. À Cuba, la coopération vénézuélienne facilitera une récupération modeste mais bienvenue. À l'initiative de Chavez, l'accord PETROCARIBE permettra également à 14 micro-États des Caraïbes de bénéficier de fournitures d'hydrocarbures à des conditions très préférentielles.

L'usage social et politique – internationaliste – que fait Chavez de la rente pétrolière sera très critiqué par la droite mais aussi par une partie de la gauche. Chavez a hérité d'une économie rentière mono-exportatrice dont les faiblesses structurelles sont connues : faible diversification des secteurs productifs, limites en termes d'industrialisation et de substitution aux importations. Le pétrole représente plus de 80 % des exportations. La bourgeoisie importatrice s'approprie la rente pétrolière, la corruption et l'enrichissement prospèrent. Or les gisements vénézuéliens sont considérés comme les plus importants du monde. Ce sont les revenus du pétrole – « l'excrément

du diable » – qui financent les programmes sociaux, les *missions* instaurés par Chavez dans un pays qui comptait 40 % de pauvres en 1998. Mais si les prix du baril de pétrole sont au plus haut au début de la première décennie de l'an 2000, ils vont chuter brutalement en 2008 de 99,5 euros le baril à 29,7 euros¹⁶ d'où l'effondrement rapide du PIB.

Des cadres de PVDSA avaient déjà critiqué la gestion de la rente pétrolière à des fins non productives au détriment des investissements indispensables à l'entretien de l'entreprise dont la dette sera multipliée par quatre en 2007. Chavez en pilotait la gestion au profit d'objectifs sociaux et politiques mais en sous-estimant les conséquences techniques et économiques à moyen terme.

La stratégie insurrectionnelle adoptée par les forces anti-chavistes très tôt après la victoire de Chavez avait débouché sur une grève générale dans le but de renverser le président. La grève qui durera de décembre 2002 au mois de février 2003 était soutenue par l'organisation patronale FedeCàmaras mais aussi par la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV), la centrale syndicale dont la direction est liée à *Action Démocratique*. Une bureaucratie qui collabore avec le patronat et dont les dirigeants syndicaux percevaient les cotisations syndicales des ouvriers en échange de postes de travail. La grève marquera durablement l'histoire de la révolution bolivarienne. Le blocage des activités de PVDSA et le sabotage de l'industrie pétrolière bénéficient du soutien des cadres de l'entreprise, elle est qualifiée « d'insurrection des gérants » par l'historien Luis Lander¹⁷. La riposte de Chavez sera rude, 90 dirigeants seront licenciés le 26 décembre 2002, après 62 jours de grève, 18 756 salariés pour abandon de poste, 80 % chez les cadres, 28 % pour les ouvriers industriels. Cette décision politique signifie un recul important pour l'opposition mais

¹⁶ Maurice Lemoine, *Chronique d'une déstabilisation*, Ed. Le temps des cerises, 2019.

¹⁷ *Ibid.*, p 47- 48.

elle aura des conséquences négatives sur le fonctionnement ultérieur de PVDSA.

Les victoires électorales remportées par Chavez ouvrent de nouvelles perspectives. Le président vénézuélien appelle à la création d'un « socialisme du XXI^e siècle » rénové. L'historien Steve Ellner¹⁸ souligne qu'il présente alors son gouvernement comme anti-impérialiste, porteur d'une nouvelle définition du socialisme. Le gouvernement augmente encore son contrôle sur le secteur pétrolier et revient sur l'ouverture aux capitaux étrangers des années 1990. En 2005 à Porto Alegre, lors du V^e Forum social Mondial, à la fin de son discours Chavez reprend à la surprise générale le slogan maximaliste de Fidel Castro, « *Le socialisme ou la mort* ». « *La définition du mouvement devient alors celle d'un mouvement anticapitaliste sans précision sur ses objectifs* » écrit Steve Ellner. Le leader vénézuélien est en contact étroit avec le dirigeant cubain. Cette proximité n'est pas seulement politique mais stratégique, imprégnée des combats latino-américains pour l'indépendance, ceux de Marti à Cuba, de Bolivar au Venezuela. Elle est aussi affective. On ne compte plus les allers et retours du leader vénézuélien entre La Havane et Caracas. Mais le Venezuela n'est pas Cuba et contrairement aux allégations des opposants vénézuéliens, l'économie vénézuélienne n'est pas socialiste, elle reste une économie capitaliste, l'ordre socio-politique n'a pas été modifié. Son système politique, une démocratie parlementaire *sui generis*, est soumis à l'hégémonie d'un leader charismatique peu adepte, comme de nombreux dirigeants latino-américains, des débats contradictoires. Le « socialisme du XXI^e siècle » reste vague, indéfini, sans bilan des causes de l'effondrement soviétique. Chavez comme Fidel Castro fait peu de cas des libertés individuelles, au nom de la défense de la souveraineté nationale menacée depuis toujours par l'agression impériale que

seule une unité sans faille peut conjurer. Pour résister, la « forteresse assiégée » impose une société homogène soudée face à l'ennemi autour de son chef dont le charisme facilite la cohésion et l'adhésion populaire avant qu'il ne se « routinise » (Max Weber). Le charisme de Chavez est indéniable, il est plus jeune. Mais à la différence de Fidel Castro il est contraint de respecter l'existence des partis d'opposition. Le chavisme lui-même est divisé. Mais en 2006, lors de l'élection présidentielle il obtient 62,9 % des suffrages exprimés soit 45,9 % des électeurs inscrits¹⁹.

En 2007 les divers courants chavistes se rassemblent au sein d'un nouveau parti, le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV). Lors du référendum de 2007 qui proposait une réforme de la Constitution ne limitant plus le nombre de mandats présidentiels, Chavez est battu par 51,01 % des voix, il reconnaît sa défaite. Il lance une nouvelle structure politique, les Conseils communaux, une instance de participation populaire disposant d'un budget favorisant l'émergence de nouveaux acteurs et leur participation à la gestion publique locale. Comme le souligne le politologue Mathieu Commet²⁰, « Chavez associe la participation populaire à la satisfaction des besoins premiers de la vie courante tels que l'accès aux soins, à l'eau potable et au logement ». Les Conseils communaux reçoivent des financements pour leurs projets communautaires. Ce faisant, Chavez suit la Constitution de 1999 qui se réfère à une « démocratie participative et protagonique ». Cette tentative d'institutionnalisation parallèle est destinée à contourner les blocages au sein des mairies, des ministères, de l'Assemblée nationale, mais elle suscite des tensions, elle est souvent subordonnée aux décisions du PSUV. Il en va de même à l'égard des organisations syndicales notamment de celles de la Fonction Publique, ce qui irrite de nombreux militants. Comme de nombreux dirigeants latino-américains, notamment les

¹⁸ Steve Ellner, « Une révolution sans objectifs ? » in O. Compagnon, J. Rebotier, S. Revet *Le Venezuela au-delà du mythe*, Les Editions de l'Atelier, Paris 2009.

¹⁹ Thomas Posado, *Venezuela, De la révolution à l'effondrement*, Presses Universitaires du Midi, 2023.

²⁰ « Une révolution dans la révolution » in *Le Venezuela au-delà du mythe*, op. cit.

Cubains, Chavez n'accepte pas l'autonomie des syndicats, il considère qu'ils ne doivent pas critiquer un gouvernement progressiste, qui plus est menacé.

Mais la bureaucratie règne dans les administrations avec la corruption, le népotisme, le clientélisme. Maurice Lemoine évoque « *la nuée de parasites* » qui gravite autour de Chavez, « *la bolibourgeoisie, le cœur et les déclamations à gauche, le portefeuille à Miami, une des plaies de la révolution* »²¹.

Les Conseils communaux ne sont pas de réels contre-pouvoirs, leur périmètre d'action est surtout local ou régional, ils dépendent directement des pouvoirs publics et du Président. Or, en dépit des victoires électorales, la confrontation avec l'opposition n'a jamais cessé, renforçant en retour une centralisation autoritaire autour du PSUV. En 2006, Hugo Chavez avait réitéré son engagement de « conduire la révolution bolivarienne vers le socialisme du XXI^e siècle basé sur la solidarité, la fraternité, l'amour, la justice, la liberté et l'égalité ». Mais son cancer s'aggrave, il est souvent absent. Lors de la dernière élection présidentielle, en octobre 2012, il est soutenu par le PSUV, le PPT (Patria para Todos) et le PCV réunis au sein d'un Grand pôle patriotique. Il est réélu pour la dernière fois avec 55,07 % des voix contre 44,31 % pour son principal opposant Henrique Capriles. La participation électorale, 80,49 %, est exceptionnelle et témoigne de la mobilisation populaire. La radicalisation du processus révolutionnaire est soulignée tant par les soutiens de Chavez que par ses opposants. Hostile au régime, la sociologue Paula Vasquez attribue les succès de Chavez à un « militarisme compassionnel ».

Initialement, Chavez a cru à la possibilité d'une troisième voie mettant en œuvre des transformations sociales en contournant le capitalisme. Il fallait « *réinventer le socialisme* »... « *pas un capitalisme d'État* ». Ce n'était pas une proclamation rhétorique. Sa pensée est en pleine évolution, la crise

cubaine le fait réfléchir sur la nature et les modalités de la transition. La révolution bolivarienne était alors au milieu du gué²². Mais rattrapé par la maladie, Chavez décède en 2013²³. Il a désigné son successeur, Nicolas Maduro.

Maduro n'est pas Chavez

L'impact des sanctions américaines qui ont suivi la présidentielle de mai 2018, a profondément modifié la gestion de la rente pétrolière. Ces sanctions avaient déjà été imposées par l'administration d'Obama grâce à un ordre exécutif présidentiel assurant que le Venezuela représentait « *une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale américaine* ». Cette décision d'Obama a été utilisée par l'administration Trump pour infliger des représailles économiques supplémentaires au Venezuela entre 2017 et 2019, un élément de « pression maximum ».

Elles permettaient de saisir les biens de la Banque centrale vénézuélienne à l'étranger, de lui interdire d'emprunter sur les marchés financiers américains. Elles visaient le pilier le plus crucial de son économie, le secteur pétrolier. « *Le placement sous sanctions des voies normales de commercialisation a obligé PDVSA à chercher des marchés noirs, analyse l'ancien dirigeant du Conseil de direction de PVDSA Luis Pacheco. Cela a donné l'opportunité à des gens connectés avec le régime de profiter de cette situation à travers des ventes et des commissions d'intermédiaires.* » L'émergence des nouvelles élites issues de l'administration et du PSUV qui ont bénéficié d'augmentations salariales substantielles, ainsi que les Forces armées dont la promotion et les émoluments ont été privilégiés, ont conduit à l'essor d'une nouvelle bureaucratie, dont

²¹ Maurice Lemoine, *Venezuela, chronique d'une destabilisation*, p.61, Ed. Le temps des cerises, 2019.

²² P. Guillaudat et P. Mouterde, *Hugo Chavez et la révolution bolivarienne*, M éditeur, Montreal, 2012.

²³ Il n'est pas possible dans le cadre de cet article de discuter l'usage du concept de « situation thermidorienne » appliqué à la présidence de H. Chavez en 2006 par Thomas Posado, *op. cit.*, p 57-58- 309.

l'enrichissement et la corruption contribuent au discrédit de Maduro.

Alors que la pauvreté s'accroît, les dévaluations successives provoquent des pénuries de produits de première nécessité, les manifestations sont souvent réprimées. Juan Guaido, autoproclamé président de la République, est reconnu par les États-Unis et de nombreux États dont la France. En 2019 Donald Trump décide de réquisitionner l'entreprise vénézuélienne CITGO présente aux États-Unis privant ainsi le Venezuela de ressources en devises essentielles. La crise est dramatique, les Vénézuéliens émigrent massivement. Maduro cherche alors à attirer les investisseurs privés. La loi sur les investissements de 2017 reconnaît l'autorité des tribunaux d'arbitrage internationaux privés et permet aux entreprises étrangères de rapatrier 100 % de leurs bénéfices au bout d'un an. La loi dite « anti blocus » de 2020 impose le secret sur les revenus générés par les privatisations.

La bureaucratisation croissante d'un gouvernement critiqué pour son inefficacité et sa tolérance de la corruption va de pair avec une répression qui ne concerne pas que la droite mais cible aussi des syndicalistes et des militants de gauche critiques, notamment le Parti communiste du Venezuela (PCV). Au Venezuela, la vraie gauche n'est pas 'maduriste' accuse Luis Bonilla²⁴. « *Ceux qui dirigent la Centrale bolivarienne socialiste des travailleurs (CBST) n'ont jamais dirigé une grève en défense des travailleurs, des dizaines de dirigeants syndicaux de base sont aujourd'hui emprisonnés ou subissent des restrictions de leur liberté uniquement pour avoir exigé des augmentations de salaires et le droit de grève* ».

Longtemps allié du PSUV, le PCV a soutenu les gouvernements d'Hugo Chávez puis de Nicolás Maduro dont il a appuyé la candidature présidentielle en 2013 et en 2019. Il s'en est éloigné lors des élections régionales et municipales de novembre 2021 quand treize candidatures présentées par le PCV ont été annulées par le Conseil national électoral (CNE), soit 59 % des cas

d'inéligibilité prononcés par celui-ci pour ce scrutin. En 2023, le Tribunal suprême de justice a retiré la « personnalité morale » à la direction du PCV, pour la confier à un « comité ad hoc » créé à cette occasion, chargé de réorganiser le parti nationalement. Avec d'autres organisations, le PCV a condamné la répression menée par les autorités, l'arrestation de plus de 2 000 manifestants, et la construction de nouvelles prisons.

Mais l'erreur politique la plus lourde de conséquences de Maduro concerne l'élection présidentielle de juillet 2024, élection prévue lors des accords de la Barbade signés dans l'île des Caraïbes en octobre 2023, dans le cadre du dialogue entre le pouvoir et l'opposition. Cet accord prévoyait que la présidentielle se tiendrait au deuxième semestre 2024 en présence d'observateurs internationaux. Les États-Unis avaient annoncé un assouplissement pour six mois de leurs sanctions. Les résultats officiels promulgués par le CNE donnant Nicolas Maduro vainqueur avec 51,95 % des voix, contre 43,18 % pour le candidat de droite Edmundo González étaient immédiatement contestés, des accusations de fraude émises par les observateurs présents. Le CNE était dans l'incapacité, contrairement à l'opposition, de produire les procès-verbaux issus du vote électronique. Les résultats des quartiers populaires, pourtant traditionnellement favorables au chavisme, semblaient confirmer la victoire du candidat de droite. Le discours de Maduro célébrant la victoire avait provoqué des protestations auxquelles le gouvernement avait répondu par la répression. Selon des sources américaines, il y aurait eu 25 morts. Maduro a-t-il cru pouvoir manipuler les urnes ? A-t-il sous-estimé l'ampleur du mécontentement ? Il a cru sans doute pouvoir duper Washington en organisant des élections, surestimant les divisions de l'opposition, puis il s'est avéré incapable d'en justifier les résultats. Le retour de bâton n'a pas tardé. Les présidents brésilien et colombien se sont désolidarisés de leur collègue, et Trump a saisi l'opportunité qui lui était offerte.

²⁴ *Viento Sur*, 24 janvier 2026.

Où va la transition en cours au Venezuela ? Les leçons de l'Irak

Pour Delcy Rodriguez, c'est « une nouvelle ère politique ». Devenue présidente par intérim après la séquestration de N. Maduro, Delcy Rodriguez a négocié avec un pistolet sur la tempe, après un avertissement de Trump : « *Si elle ne fait pas ce qu'il faut, elle le paiera très cher, probablement plus cher que Maduro* » (4 janvier 2026). Elle a déjà obtempéré aux exigences de Marco Rubio en interrompant l'approvisionnement en pétrole de Cuba, en libérant plusieurs centaines de prisonniers.

Quelle sera l'issue de la crise vénézuélienne ? L'intervention militaire américaine n'a pour l'instant pas rencontré de résistance. Le ministre de la Défense Vladimir Padrino López et le ministre de l'Intérieur Diosdado Cabello sont des piliers du régime. Le premier contrôle les Forces Armées et le deuxième les services de sécurité. Jusqu'alors ils ont été fidèles à Delcy Rodriguez qui peut compter sur son allié le plus proche, son frère Jorge Rodriguez, un homme d'influence, président de l'Assemblée Nationale. La séquestration de Maduro peut-elle entraîner la fin du chavisme ? Aucun signe de division ou d'insubordination des forces armées ne s'est encore manifesté. Le gouvernement « maduriste » sous le leadership de l'ancienne vice-présidente est inchangé. L'opposition, elle, est toujours divisée, d'autant plus que Trump n'a pas voulu promouvoir la dirigeante d'extrême droite Corina Machado à la Présidence, bien qu'elle soit « a very nice woman » (une femme charmante). Trump et son gouvernement veulent en finir avec la révolution bolivarienne. Leur politique consiste à s'appuyer sur les cadres chavistes, à les contraindre en maniant la carotte et le bâton à mener à bien cette transition afin d'éviter que des mouvements sociaux rendent plus difficile le contrôle de l'industrie pétrolière. Pour le secrétaire américain à l'énergie Chris Wright, « *le fait de travailler avec d'anciens membres du gouvernement Machado, a pour*

but d'éviter une crise économique et politique et de perdre le contrôle de la situation ». Chris Wright a confirmé aussi que des élections démocratiques auraient lieu dans 18 ou 24 mois, une fois la « transition » achevée... et le chavisme réduit en cendres. « *Vous vous emparez de leur pétrole au bout du fusil* » commente le sénateur Démocrate Christopher S. Murphy en s'adressant à Marco Rubio lors d'une audition, suivi par le Représentant Républicain Thomas Massie « Mr. Trump vend du pétrole volé ».

La situation au Venezuela est confuse. Quelque chose avait-il déjà été négocié avant l'attaque et l'enlèvement de Maduro ? Delcy Rodríguez la présidente par intérim cherche-t-elle à gagner du temps ? Trump a décidé de mettre le pays sous tutelle. Les licences octroyées aux entreprises américaines pour opérer dans le secteur pétrolier, les accords ponctuels concernant les prisonniers et la coopération attestent de la réorganisation des relations sur des bases clairement asymétriques. D'après des informations publiées par le New York Times le gouvernement soumettra chaque mois son budget à la Maison-Blanche afin qu'elle autorise l'utilisation des revenus du pétrole. Des concessions qui ont une portée stratégique souligne un diplomate non identifié. Les scénarios envisageables sont multiples. La vice-présidente Delcy Rodriguez investie présidente par intérim pourrait conserver le pouvoir, à condition de trouver un modus vivendi avec l'administration Trump. Autre possibilité, une sorte de régime mixte mêlant anciens chavistes « pragmatiques » et une partie de l'opposition pourrait voir le jour pour gagner du temps. On peut aussi imaginer l'arrivée à la tête du pays d'une équipe totalement alignée sur Washington. En tout état de cause, l'État vénézuélien de demain devra rendre des comptes à l'administration Trump et admettre son ingérence politique, économique et, le cas échéant, militaire, un sort semblable à celui que connut Cuba durant toute la première moitié du XX^e siècle, jusqu'à la révolution castriste de 1959 ²⁵.

²⁵ *The conversation.*

La « polycrise cubaine »

C'est dans ce contexte régional tendu que s'inscrit la « polycrise » cubaine. C'est ainsi que des Cubains qualifient la multiplicité et la gravité des difficultés qui les affectent. Alors que plus aucune livraison de pétrole n'arrive, le dernier pétrolier mexicain date du 9 janvier, soit l'équivalent de 3 000 barils par jour au lieu des 37 000 provenant de plusieurs fournisseurs en 2025. Le Mexique a remplacé le Venezuela suite à un accord qui entérine sans doute, selon une source diplomatique, des approvisionnements à des prix préférentiels, voire gratuits. Mais les livraisons du Mexique ont été interrompues depuis que l'arraisonnement d'un pétrolier a fait deux morts et que Trump a menacé tout pays livrant du pétrole à La Havane d'augmentation des droits de douane. Une menace d'autant plus efficace que le gouvernement mexicain renégocie l'accord de libre-échange, l'ACEUM, avec les États-Unis et le Canada. Claudia Sheinbaum, la présidente mexicaine, a déclaré rechercher une solution diplomatique pour contourner le blocus maritime américain. Pour Ricardo Pascoe, ancien ambassadeur mexicain à Cuba, elle doit éviter une provocation militaire ouverte envers les États-Unis. Pour faire bonne mesure, le secrétaire d'État américain Marco Rubio, un fanatique militant d'extrême droite, a fait le tour des gouvernements latino-américains pour exiger l'arrêt des programmes d'aide médicale²⁶, l'une des rares sources financières en devises encore disponibles pour Cuba. Dernier en date, le gouvernement guatémaltèque a cédé²⁷ et annulé en février un programme dont les Amérindiens guatémaltèques étaient les principaux bénéficiaires.

Alors que les exportations de brut vénézuélien vers les États-Unis avaient repris en 2023, bien avant l'intervention militaire, à

un rythme très supérieur à celles que le Venezuela destinait à Cuba. Les sanctions se sont appliquées de façon sélective aux pétroliers destinés à Cuba, jugés illicites au motif que l'île caribéenne « *appuyait le terrorisme et dont les migrations et la violence déstabilisaient la région* ». Le ridicule ne tue pas. Selon plusieurs estimations il ne resterait que 15 à 20 jours de réserve de pétrole à Cuba. (*NY Times*). D'ores et déjà l'ampleur des coupures de courant affectent gravement la vie quotidienne, les transports, la conservation des aliments, la santé, le fonctionnement des hôpitaux.

« La chute de Cuba est proche » (D. Trump)

La guerre économique infligée au peuple cubain vise à l'asphyxier, à l'affamer pour provoquer des révoltes sociales puis des divisions au sein du pouvoir politique, pour ensuite le mettre sous tutelle comme le Venezuela.

Selon un haut fonctionnaire américain, l'objectif de Trump ne serait pas l'effondrement du gouvernement, il voudrait négocier avec La Havane l'abandon de « son système communiste autoritaire », une transition « volontaire », « un 'deal' avant qu'il ne soit trop tard », allant même jusqu'à évoquer Marco Rubio comme futur président de l'île. En guise d'avertissement, la Marine américaine patrouille au large des côtes cubaines²⁸. Mais Cuba n'est pas le Venezuela. Même la CIA reconnaît l'endurance, la résistance de la nation insulaire qui a survécu à 13 présidents nord-américains, aux invasions, aux multiples tentatives d'assassinat de Fidel Castro, aux sanctions économiques. « *Cubans are tough* », les Cubains sont résistants a reconnu D. Trump. Mais la crise n'a jamais été aussi grave et l'environnement international aussi sombre.

Après une amélioration économique favorisée par les apports du pétrole vénézuélien et l'exportation de services

²⁶ L'envoi de médecins cubains dans de nombreux pays du sud notamment dans les quartiers déshérités désertés par les médecins nationaux a été qualifié abusivement d'esclavage par M. Rubio.

²⁷ *New York Times*. February 10, 2026.

²⁸ January 23, 2026.

médicaux, l'élection de Barak Obama premier président noir, sa visite historique à La Havane en mars 2016, et le rétablissement des relations diplomatiques avec Washington avaient suscité beaucoup d'espoirs. Mais dès son premier mandat, D. Trump, suivi par Joe Biden, avait renforcé l'embargo. La pandémie de Covid²⁹ a provoqué l'effondrement du tourisme, à quoi se sont ajoutées deux épidémies de chikungunya et de dengue et les destructions causées par le cyclone Mélissa. Après six décennies d'une hostilité ininterrompue, le pays est plus vulnérable que jamais. Et le système est à bout de souffle.

Face à la crise, la stratégie économique du gouvernement fait aujourd'hui l'objet de vifs débats. Élu président en 2008 après la maladie de Fidel Castro, Raoul Castro avait impulsé un processus de réformes lors du VI^e Congrès du PCC en 2011. De nouvelles orientations (*Lineamientos*) légalisaient le travail indépendant, élargissant prudemment l'espace accordé au secteur privé, aux coopératives, aux marchés paysans. Une ouverture marchande graduelle et sélective sous contrôle de l'État, définie comme une « actualisation du socialisme » lors du 7^e Congrès du parti en 2016. Elle sera suivie en 2021 de la légalisation des micros, petites, et moyennes entreprises, familièrement dénommées MIPYMES, soumises à des restrictions politiques et administratives.

Un processus graduel, « *sin prisa pero sin pausa* », sans précipitation mais sans interruption dira Raoul Castro. Il précisera les limites de l'ouverture économique : « *Je n'ai pas été élu pour restaurer le capitalisme* » dira-t-il.

Pour l'économiste cubain Omar Everleny Perez, « *la fragilité de ce modèle est évidente depuis 2020. La disparition de l'appui vénézuélien, le durcissement des sanctions, la pandémie et l'unification monétaire chaotique ont provoqué une crise plus grave qu'en 1990. La création des mipymes a*

entraîné un certain dynamisme, mais celui-ci a coexisté avec l'inflation, l'accroissement des inégalités et une émigration massive. Cuba a commencé les années 2020 avec un système hybride qui se modernise de façon sélective mais qui est structurellement limité ». Partisan des réformes de type vietnamien, l'économiste cite des analyses comparatives récentes entre Cuba et le Vietnam « *qui prouvent que des réformes soutenues et orientées vers le marché génèrent une croissance durable alors qu'une libéralisation épisodique sous le contrôle de l'État n'y parvient pas. Cette libéralisation sélective a préservé la continuité politique mais entraîné la stagnation. Des réformes partielles ont eu des effets positifs sur le plan de l'efficacité mais sans déboucher sur une transformation structurelle* ». Facteur aggravant, la réorganisation monétaire destinée à supprimer les distorsions monétaires et à unifier les différents taux de change fut un échec complet : elle a provoqué une inflation vertigineuse, la dollarisation partielle de l'économie et des inégalités terribles. Ces critiques s'accompagnent de la dénonciation récente de GAESA, un consortium militaire des FAR (Forces armées révolutionnaires) qui contrôle des secteurs clés de l'économie, notamment le tourisme. Ce conglomérat est accusé d'avoir consacré des investissements considérables à la construction d'hôtels luxueux qui sont désormais déserts, au détriment des investissements dans l'agriculture, nécessaires pour assurer la souveraineté alimentaire. Selon des documents secrets, auxquels le journal le Miami Herald aurait eu accès, le conglomérat détiendrait 18 milliards de dollars d'actifs en 2024, le tout géré dans une opacité totale³⁰.

Bien que le débat n'apparaisse pas dans les médias officiels, il est de plus en plus présent sur Internet. Outre Omar Everleny, d'autres économistes cubains contestent la stratégie implicite du gouvernement de Raoul Castro qui pour préserver la stabilité politique du régime a mis en œuvre des réformes limitées. Les mêmes économistes

²⁹ Cuba est le premier pays d'Amérique latine et de la Caraïbe à obtenir ses propres vaccins et le pays qui au monde a injecté le plus de doses pour 100 habitants. *Alterinfos* 18 février 2022.

³⁰ Des actifs non confirmés jusqu'alors.

ont jugé ces réformes inévitables mais très insuffisantes pour accroître les capacités productives du pays. La stagnation économique s'accompagne d'une faible productivité et de la dépendance aux revenus externes décroissants dans un contexte de pénuries générales. Désormais les magasins d'État où l'on vendait des produits de première nécessité à la population sont dollarisés et l'offre en pesos cubains est en diminution constante.

Le gouvernement a autorisé l'importation de produits alimentaires permettant ainsi l'ouverture de commerces de proximité, de bars et de restaurants et l'émergence de nouvelles catégories sociales aisées. Le dénuement des plus pauvres en est que plus visible, le mécontentement plus manifeste. En 2023 il y avait environ 10 000 *mipymes*. La dollarisation partielle a renforcé la diaspora cubaine aux États-Unis. L'importance des *remesas* – les transferts de fonds – s'est accrue. C'est une aide décisive pour les familles. Elles contribuent aussi au développement du commerce. Les très riches Cubano-américains disposent de moyens financiers considérables qui pourraient contribuer à atténuer la crise en cours grâce à des investissements massifs. Mais ils attendent leur revanche. Marco Rubio et Donald Trump ont énoncé les contreparties politiques qu'ils exigent en échange, à l'instar du Venezuela. Contreparties inacceptables pour La Havane. Jusqu'à quand ?

Une transition souveraine ?

Dans ce contexte international de quasi-blocus américain et d'isolement politique, comment maîtriser les contradictions sociales d'une « économie hybride », d'une société de plus en plus diversifiée, où cohabitent des générations ayant vécu des expériences discordantes, parfois divergentes, voire inconciliables ? La crise est sociale, générationnelle et démographique comme en témoigne l'émigration de plus d'un million de Cubains. Elle est aussi politique. À cette question la Constitution et les institutions

cubaines actuelles n'apportent qu'une seule proposition : le parti communiste, parti unique, « *avant-garde organisée de la Nation cubaine* » (article 5 de la Constitution). Mais ce parti ne répond pas aux attentes des nouvelles générations. À commencer par l'inadaptation flagrante des médias, du langage officiel, des normes culturelles et des contraintes institutionnelles. Seul un tiers des nouvelles adhésions au PCC proviennent de la Jeunesse communiste (UJC) et de nombreux militants une fois atteint l'âge limite au sein de la JC décident de pas adhérer au parti. Des générations entières ont été éduquées puis enfermées dans un carcan politique et idéologique. Les leçons de la chute de l'URSS n'ont jamais été publiquement débattues. L'accès à Internet n'a été possible qu'à partir de 2017-2018. Son impact dans la jeunesse a été considérable, pour le meilleur et pour le pire. La frustration des jeunes est immense. Certains en viennent parfois à accuser leur gouvernement plus que celui des États-Unis.

Le président Diaz Canel et ses ministres proclament sans cesse qu'ils incarnent « la continuité ». Une continuité parfois encombrante tant la succession d'un leader charismatique, et pas n'importe lequel, est difficile. La crise de légitimité dont ils souffrent résulte des erreurs commises. Mais ils sont aussi souvent perçus comme des conservateurs qui tentent de préserver leur statut et leurs privilèges, plus visibles depuis la crise.

De nombreuses voix réclament des transformations profondes économiques et politiques, non pour répondre aux exigences de gouvernements étrangers mais comme partie prenante d'un processus souverain, intégrant des structures démocratiques permettant à la population d'être partie prenante des décisions politiques. Ce qui n'implique pas nécessairement un modèle pluripartite dans les conditions actuelles. Une précision qui vise la diaspora et son pouvoir monétaire.

Le castrisme était un récit politique cohérent, un projet révolutionnaire inscrit dans l'époque, celle des mouvements de

libération nationale. L'épopée de la Sierra Maestra appartient à l'histoire. Nous sommes dans une autre séquence historique. Fidel Castro l'avait perçu sans en tirer toutes les conséquences. Ce bilan critique nécessaire ne peut relativiser le contexte géopolitique d'une île soumise à 60 ans d'agressions qui ont eu une influence considérable sur la consolidation autoritaire des institutions. L'armée a été un élément essentiel de la formation historique de la nation, l'Armée Rebelle, un artisan de la victoire révolutionnaire. *Les guerrilleros au pouvoir* – titre du livre de K.S. Karol – en ont reproduit les pratiques, confortées par les normes organisationnelles du parti unique.

Janette Habel est politiste, chercheuse à l'Institut des hautes études d'Amérique latine, et elle est membre du Conseil scientifique d'Attac.

Une épée de Damoclès pèse sur le pays. À chaque négociation, dans des conditions asymétriques, le dilemme est le même : comment négocier sans compromettre ce à quoi on ne peut pas renoncer ? *La souveraineté n'est pas négociable* titre le site *La Joven Cuba* le 30 janvier 2026. Mais de quels recours la République cubaine dispose-t-elle encore ? Les Forces armées (FAR) sont sur le pied de guerre, prêtes à la guerre populaire, la « Guerra de todo el pueblo »³¹. En leur sein, aucune division n'est apparue pour le moment constate Frank Mora. Pour cet ancien secrétaire adjoint à la défense sous la présidence d'Obama, « *cette division est indispensable pour opérer un changement de régime. Sinon il faut travailler avec des éléments plus pragmatiques, mais la cohésion interne du gouvernement cubain rend cette option peu probable* ». Est-ce si sûr ? Des gens ont faim, la mortalité infantile a doublé, les coupures d'électricité de 18h par jour sont insupportables, les conquêtes sociales s'effondrent. Pendant la « *période spéciale, ça allait mal, il n'y avait pas de nourriture, mais nous avions de l'espoir* » se souvient Carlos Bustamante, un producteur de cinéma. « *Maintenant, si vous avez de l'argent, il y a de la nourriture, mais il n'y a plus d'espoir* ».

Cuba est tragiquement seul.

³¹ Antony Kapcia, *Jacobin*.